

# Le problème n'est pas la surqualification de la main-d'œuvre

En Suisse, la croissance poussive de la productivité ne peut guère s'expliquer par le capital humain. Ainsi, aucun indice n'exprime à son égard la moindre sur- ou sous-qualification. *Andreas Sachs, Oliver Ehrentaut, Ante Pivac*

**Abrégé** En Suisse, le taux de croissance de la productivité par habitant a moins progressé ces dernières années qu'à l'étranger. Une étude de la société de recherches et conseils économiques Prognos examine si – et dans quelle mesure – cela serait lié à l'évolution de la dotation en capital humain et à son affectation. Ses conclusions suggèrent que la faible progression de la productivité ne peut s'expliquer par des changements à ce niveau. Alors qu'en comparaison internationale, la qualification des personnes actives en Suisse s'est fortement améliorée, aucun indice probant ne permet de supposer qu'elles seraient employées à des niveaux inappropriés. On ne peut pas non plus invoquer les changements survenus dans la structure des branches. Il est vrai que, ces dernières années, les branches à faible croissance de productivité ont pris de l'importance, mais la plupart des pays industrialisés manifestent la même tendance. Par ailleurs, l'immigration n'a pas exercé d'effet ralentisseur sur l'évolution de la productivité. Enfin la quote-part d'universitaires ne révèle pas de différences structurelles d'une branche à l'autre.

**E**n Suisse, la croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) par habitant a été légèrement inférieure à la moyenne des autres pays industrialisés ces quinze dernières années. Cette croissance a été portée en particulier par l'augmentation du taux d'activité de la population, l'apport de la productivité du travail restant comparativement faible (voir *illustration 1*).

Les progrès de la productivité dans d'autres pays s'expliquent partiellement par un effet de convergence : les pays qui affichaient il y a quinze ans un moindre niveau de productivité ont en effet manifesté par la suite une croissance plus dynamique. Le problème est que dans certains pays où son niveau initial était déjà supérieur à celui de la Suisse (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Suède et Autriche), la productivité a aussi augmenté plus rapidement. La faiblesse suisse doit donc obéir à d'autres causes.

L'un des facteurs décisifs du niveau et de l'évolution de la productivité est la qualification des salariés (dite aussi dotation en capital humain<sup>1</sup>). Selon la théorie, une formation améliorée entraîne une augmentation de la produc-

tivité moyenne du travail. Dans une étude<sup>2</sup>, la société de recherches et conseils économiques Prognos a examiné si et comment le capital humain a évolué en Suisse en comparaison internationale et si l'évolution de la productivité en a été ralentie.

## Comparaison avec la Bavière, le Bade-Wurtemberg et l'Autriche

Ces dernières années, la qualification moyenne de la population suisse n'a cessé de s'élever. Le nombre de personnes très qualifiées a, en particulier, fortement augmenté. En 2014, quelque 38 % des personnes actives en Suisse étaient titulaires d'un diplôme universitaire, contre seulement 22 % en 1996. Pendant la même période, la part de diplômés du tertiaire est passée à 31 % (+14 points de pourcentage).

La comparaison avec les Länder allemands de Bavière et du Bade-Wurtemberg ainsi qu'avec l'Autriche montre que, pendant la période étudiée, la Suisse a connu à la fois la plus forte augmentation du nombre de diplômés universitaires (degré tertiaire, voir *illustration 2*) et la plus forte diminution de celui des personnes actives titulaires d'un certificat du secondaire I. En fin de compte, la dotation moyenne en capital humain s'est nettement améliorée en Suisse par rapport aux régions de référence. Suisses et étrangers y ont contribué à parts égales.

C'est là un résultat remarquable, d'autant plus que les régions de référence présentent un fort degré de similitude structurelle avec la Suisse en ce qui concerne certains chiffres caractéristiques, comme la population, la productivité, la quote-part des industries de transformation dans le PIB ou les taux de chômage et d'activité.

<sup>1</sup> La dotation en capital humain peut être mesurée par exemple sur la base du niveau de qualification. Pour ce faire, on divise les diplômes en trois catégories : personnes actives titulaires 1<sup>er</sup> d'un diplôme du degré secondaire I (scolarité obligatoire, etc.), 2<sup>e</sup> du degré secondaire II (apprentissage, etc.), 3<sup>e</sup> du degré tertiaire (diplôme universitaire, etc.).

<sup>2</sup> Commandée par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco). Le présent article en résume les principales conclusions.

Le fait que, depuis le début du siècle, une telle évolution débouche sur une faible progression de la productivité constitue une surprise. L'étude a donc examiné d'autres causes possibles.

### La «double tertiarisation» n'entre pas en ligne de compte

Un changement dans la composition des branches pourrait avoir ralenti la productivité, en particulier si des personnes mieux qualifiées sont de plus en plus absorbées par des secteurs à faible croissance de productivité. Les bénéfices que pourrait apporter une meilleure dotation en capital humain se réduiraient ainsi.

L'explication pourrait alors résider dans la «double tertiarisation» observée ces dernières années en Suisse: en plus de l'académisation (formation tertiaire), le rôle des services (secteur tertiaire) n'a cessé d'augmenter. La part des personnes actives dans la santé et le social, de même que dans les services indépendants, scientifiques

et techniques – des branches qui affichent les unes et les autres une faible croissance de la productivité – a effectivement augmenté très nettement (voir tableau). À l'inverse, l'effectif des personnes actives a eu tendance à fondre dans les branches dynamiques (commerce, réparateurs, industries de transformation)<sup>3</sup>. Avec le temps, le changement structurel a donc abouti à freiner l'évolution de la productivité.

La structure des branches évolue de manière comparable dans presque tous les pays industrialisés. La faible évolution de la productivité suisse ne peut donc s'expliquer ainsi. Ajoutons qu'invoquer l'immigration n'aide pas plus, car les étrangers ne sont pas engagés plus fréquemment que les Suisses dans les secteurs à faible croissance de productivité.

Au niveau des branches, ni l'évolution du taux d'activité ni la qualification des personnes actives n'entrent donc en ligne de compte pour expliquer la lente croissance de la productivité suisse. Il est vrai que l'académisation augmente légèrement

Le nombre de personnes hautement qualifiées augmente fortement en Suisse. Étudiante à l'université de Saint-Gall.



KEystone



3 Les données utilisées ici ne permettent pas de déduire de différences structurelles entre les secteurs axés sur l'exportation (industries de transformation / approvisionnement énergétique, établissements de crédit et d'assurances, information et communication, commerce et réparations) et ceux axés sur le marché intérieur (construction et hôtellerie/restauration, santé et affaires sociales, immobilier, autres services économiques). Les secteurs axés sur l'exportation ne présentent pas d'évolution constamment plus favorable de la productivité. Pour la division entre industries d'exportation et industries à vocation domestique, voir *Bases de la nouvelle politique de croissance*, rapport du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) du 21 janvier 2015, p. 53.

4 Bodmer F., *Akademisierung schreitet voran*, IHKfacts no 3/2014 (en allemand seulement).

moins vite dans les branches affichant une forte croissance de productivité. Cependant, cette corrélation est faible et portée essentiellement par la forte académisation dans le secteur de l'information et de la communication.

Dans les établissements de crédit et d'assurances, les services indépendants, scientifiques et techniques, ainsi que dans l'éducation et l'enseignement, la proportion de personnes très qualifiées a également crû. C'est ici que se révèle nettement l'importance croissante des hautes écoles spécialisées suisses, surtout celles qui forment dans les domaines de l'économie, du droit ainsi que des sciences morales et sociales<sup>4</sup>. En revanche, l'académisation a reculé dans le secteur de l'immobilier et des autres services économiques.

## Pas d'universitaires chauffeurs de taxi

Une autre question étudiée a été de savoir si les personnes toujours mieux qualifiées étaient en-

gagées à des postes ne correspondant pas à leurs diplômes. Comme exemple d'« emploi inapproprié par rapport à la formation », on cite fréquemment l'universitaire chauffeur de taxi, mais il reste exceptionnel en Suisse.

Il en ressort que la meilleure dotation en capital humain de la population (suisse ou étrangère) n'a pas eu pour effet de multiplier les « emplois inappropriés par rapport à la formation » ou d'amener des personnes actives à exercer un emploi qui ne leur correspondait pas. Ainsi, les « rendements de la formation », qui servent à mesurer le bénéfice pécuniaire d'une meilleure qualification, ne sont pas significativement inférieurs en Suisse à ceux des pays voisins et scandinaves (voir *graphique 3*). La formation paie donc, même en Suisse.

Le dépouillement de l'enquête suisse sur la population active (Espa) permet la même conclusion: ces dernières années, seule une faible proportion de personnes actives très qualifiées travaillaient en Suisse dans des métiers

### Variation de la productivité et du taux d'activité par secteur, 2000–2012

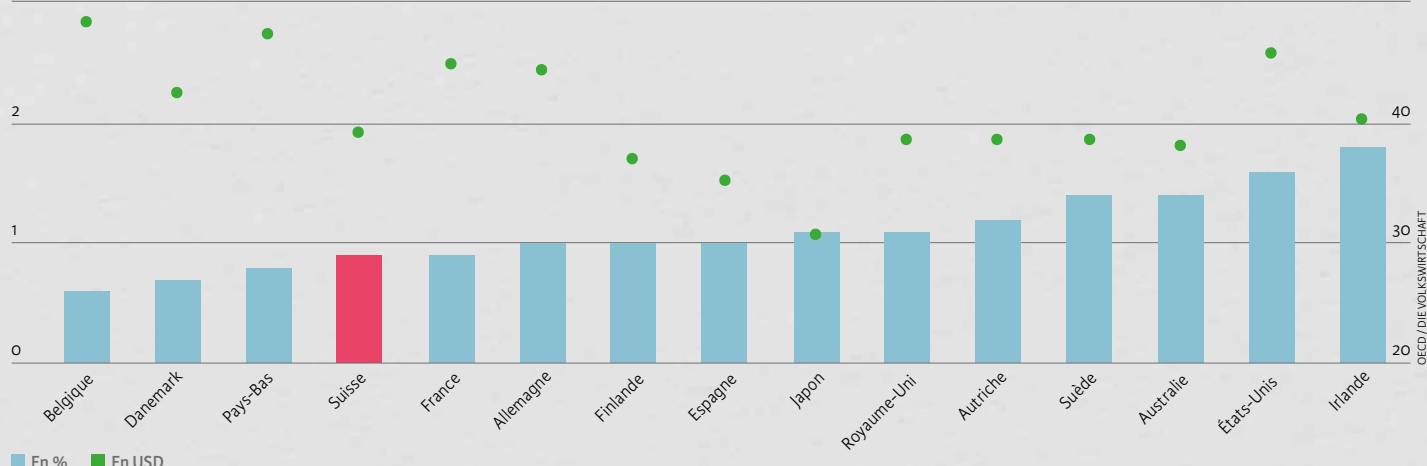
Secteur	Croissance annuelle de la productivité, en %	Part des personnes actives, variation en %			Part des personnes actives diplômées du tertiaire, variation en %
		Total	Suisses	Étrangers	
Commerce, réparations	2,3%	-1,7	-2,0	-0,5	6,8
Industries de transformation et approvisionnement énergétique	2,0%	-3,1	-2,9	-4,7	9,1
Agriculture et sylviculture	1,7%	-0,6	-0,7	0,0	9,3
Arts, divertissement, autres services	1,3%	0,2	0,1	0,4	9,6
Transports et stockage	0,7%	-0,4	-0,3	-0,7	5,8
Construction	0,4%	-0,5	-0,6	-0,5	0,3
Information et communication	0,2%	0,4	0,4	0,7	30,1
Santé et affaires sociales	-0,2%	2,3	3,1	-0,3	12,5
Établissements de crédit et d'assurances	-0,5%	0,5	0,3	1,6	21,7
Services indépendants, scientifiques et techniques	-0,5%	1,7	2,1	0,4	18,5
Hôtellerie/restauration	-1,3%	0,9	0,4	2,1	0,7
Immobilier, autres services économiques	-1,7%	0,6	-0,2	3,4	-4,5
Éducation et enseignement	-2,0%	-0,1	0,1	-0,3	18,4
Total	0,9%				11,3

Classement par taux descendants de croissance annuelle de la productivité. La part de l'activité professionnelle est celle des personnes d'une catégorie de la population qui sont actives dans un secteur par rapport à l'entier de cette catégorie.

### III. 1. Croissance annuelle moyenne de la productivité réelle par heure de travail (2000-2014) et niveau de la productivité par heure de travail (2000)

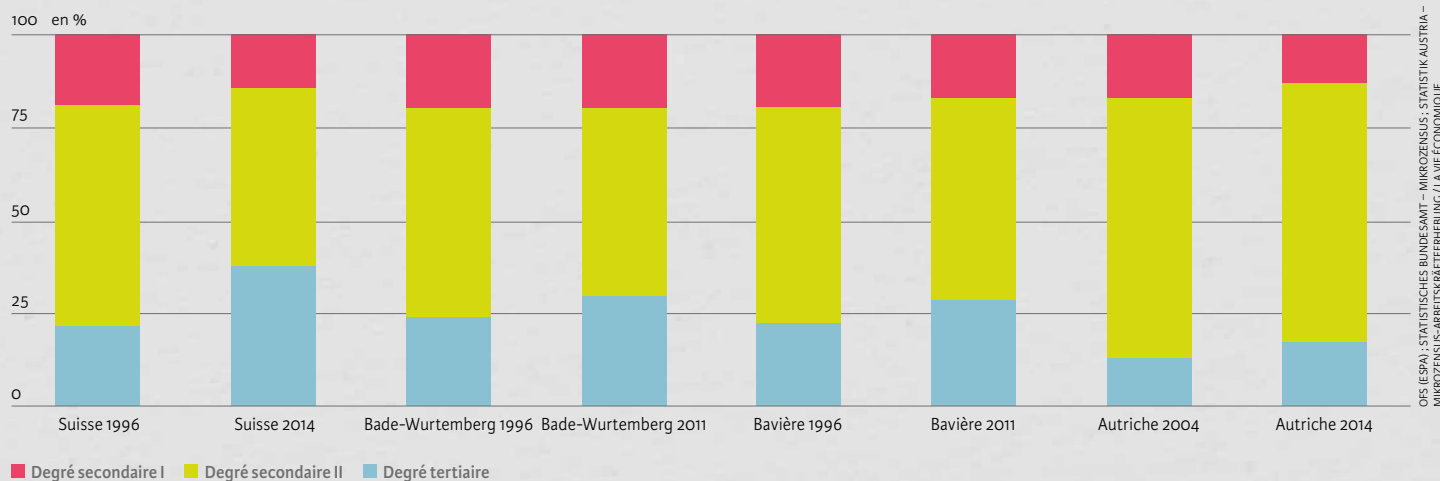
3 Variation annuelle de la productivité par heure de travail (2000-2014), en %

Productivité de l'heure de travail en USD pour l'an 2000, à prix constants de 2005 50



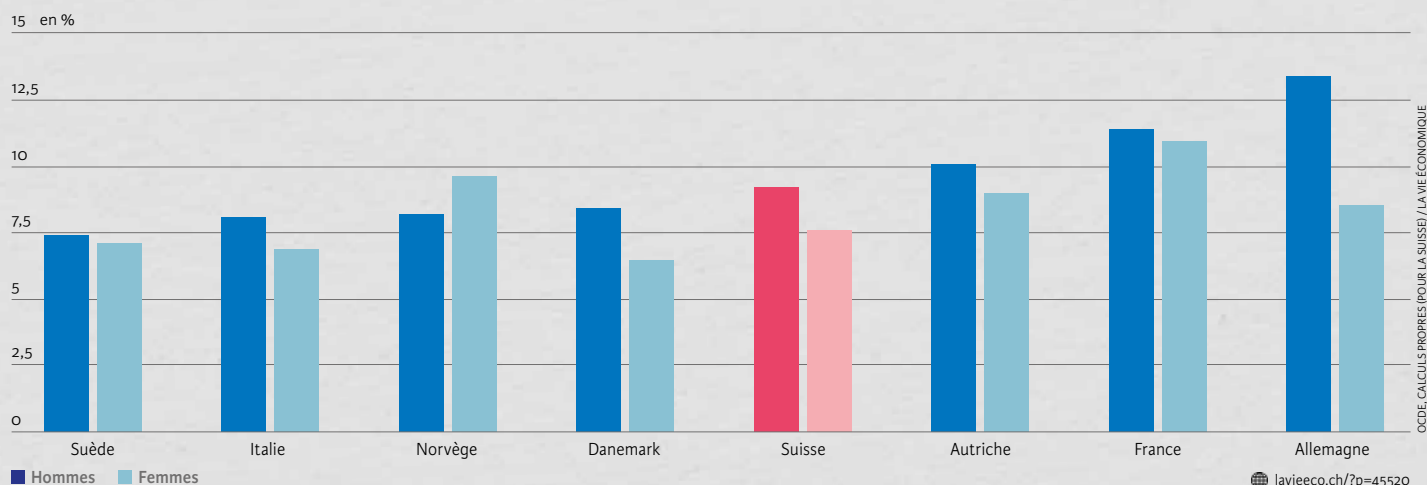
L'échelle de gauche montre la croissance annuelle de la productivité par heure de travail de 2000 à 2014 (colonnes). L'échelle de droite indique le niveau initial de la productivité par heure de travail en 2000 (points verts).

### III. 2. Proportion de personnes actives par niveau de formation en Suisse, au Bade-Wurtemberg, en Bavière et en Autriche (dans chaque cas, état le plus ancien et le plus récent)



En Allemagne, les données concernant les niveaux de formation des personnes actives ne sont relevées que tous les quatre ans (microrecensement). Pour l'Autriche, on ne dispose de données qu'à partir de 2004.

### III. 3. Rendements privés de la formation avec diplôme du degré tertiaire par rapport aux certificats du secondaire II, 2010



Les chiffres suisses se rapportent à 2012, ceux de l'Italie à 2008. La valeur indique chaque fois le rendement à long terme d'un investissement dans la formation effectué sous forme de diplôme du degré tertiaire. Exemple de lecture: un homme muni d'un diplôme universitaire gagne environ 9 % de plus qu'un autre ayant achevé le degré secondaire II. Pour une présentation plus complète de l'interprétation des rendements de la formation, voir Weber Bernhardt, *Humankapital und Wachstum: Welche Konsequenzen für die Schweizer Bildungspolitik?*, papier de discussion n° 9, Seco, 2002 (en allemand seulement).



n'exigeant pas de diplôme du degré tertiaire. Notre étude confirme donc que ces personnes sont engagées à un niveau correspondant à leur qualification et recherchées en nombre suffisant par l'économie.

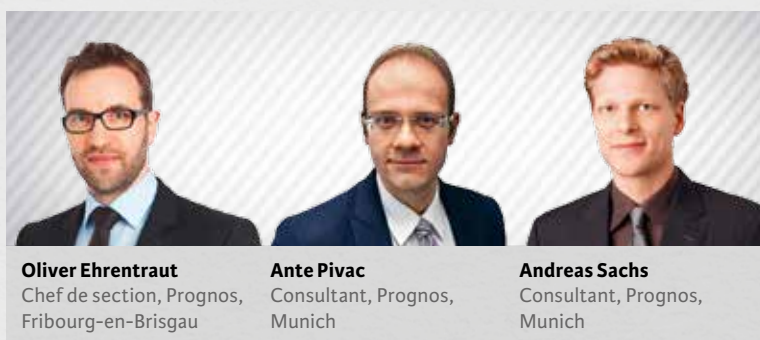
Un autre indice d'«emploi inapproprié par rapport à la formation» pourrait être les difficultés croissantes des entreprises, ces dernières années, à recruter des collaborateurs compétents. Quand les problèmes de recrutement augmentent, les entreprises ne sont pas en mesure de repourvoir des emplois ou sont contraintes de recourir à des employés qui ne satisfont que partiellement aux exigences du métier, d'où une productivité moindre.

Quelle que soit la période et la formation, nous n'avons pas observé d'augmentation significative des emplois que les entreprises n'auraient pu repourvoir. Au contraire, la proportion de postes vacants a même légèrement reculé, ces dernières années, par rapport à la période d'avant la crise économique et financière.

Dans l'ensemble, on ne trouve pas non plus d'indication que l'évolution de la productivité

en Suisse aurait été freinée par un marché du travail toujours plus intégrateur (augmentation de l'emploi de main-d'œuvre comparativement improductive et peu qualifiée). Cela aurait dû se traduire en particulier par une baisse du taux de chômage parmi les personnes peu qualifiées ou une augmentation de la part de ces personnes dans de nombreuses branches.

En conclusion, on peut dire qu'en Suisse, la légère faiblesse qu'affiche la croissance de la productivité du travail ne peut être expliquée par les facteurs discutés ici et reste donc une question scientifique ouverte.



© ANNETTE KOROLL FOTO